



Débats citoyens sur la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale au Sénégal



EMBAJADA
DE ESPAÑA
EN SENEGAL



aecid
OFICINA TÉCNICA
DE COOPERACIÓN



cooperación
española







Olga Cabarga Gómez

Ambassadrice d'Espagne au Sénégal

L'égalité hommes/femmes, un pilier primordial pour l'instauration d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus durable

L'égalité entre les sexes est reconnue comme l'un des 17 Objectifs de Développement Durable. Avec cet objectif, la Communauté Internationale manifeste sa volonté de mettre fin à toutes les formes de discrimination de genre, éliminer la violence contre les femmes, mais également garantir la participation effective des femmes dans la vie politique, économique et sociale.

Pour la Coopération Espagnole, cet objectif constitue un des axes fondamentaux de nos interventions de coopération. L'égalité de genre est partout présente comme approche transversale présente dans nos différentes actions. En partenariat avec le reste des acteurs de la communauté internationale, l'Espagne contribue à renforcer le rôle des

femmes dans la société civile et la politique dans plusieurs pays, et se positionne ainsi à l'avant-garde de la défense de ses droits à tout niveau.

L'inégalité de genre est, au-delà des lois, une perception profondément enracinée dans beaucoup d'aspects de notre quotidien. L'égalité entre les sexes ne peut être conçue que de façon intégrale et elle doit être abordée par les différents acteurs, chacun à son échelle. Les nombreuses difficultés rencontrées par les femmes liées à l'accès aux ressources économiques, mais aussi à l'éducation supérieure ou aux ressources foncières, entre autres, les relèquent à une position de subordination au sein de la société. Dès lors, supprimer ces obstacles est fondamental pour donner aux femmes l'autonomie requise pour gagner en autorité au sein des familles et des communautés tout en aidant à ce que leurs voix soient encore plus écoutées.

Aujourd'hui, l'égalité hommes/femmes n'est pas seulement un droit fondamental, c'est aussi un pilier primordial pour l'instauration d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus durable. À cet égard, ce livret qui réunit différents témoignages de femmes sénégalaises embarquées dans cette lutte, constitue un excellent outil de réflexion qui devrait nous servir comme feuille de route vers une société harmonieuse et juste.



Gilles Olakounlé Yabi

Fondateur et directeur du think tank citoyen WATHI

Faire bouger nos sociétés plus vite en donnant la parole aux femmes

Nous publions ce document qui présente des extraits de témoignages de 31 femmes sénégalaises le 8 mars 2022, au moment où le monde célèbre la journée internationale pour les droits des femmes. Sur tous les continents, des femmes et des hommes donneront de la voix comme chaque année à la même période pour rappeler que malgré de réelles avancées dans un grand nombre de pays, les inégalités de genre continuent à sauter aux yeux, prenant des formes parfois extrêmes comme le souligne les données toujours stupéfiantes des violences physiques et sexuelles dont sont victimes des millions de femmes et de filles.

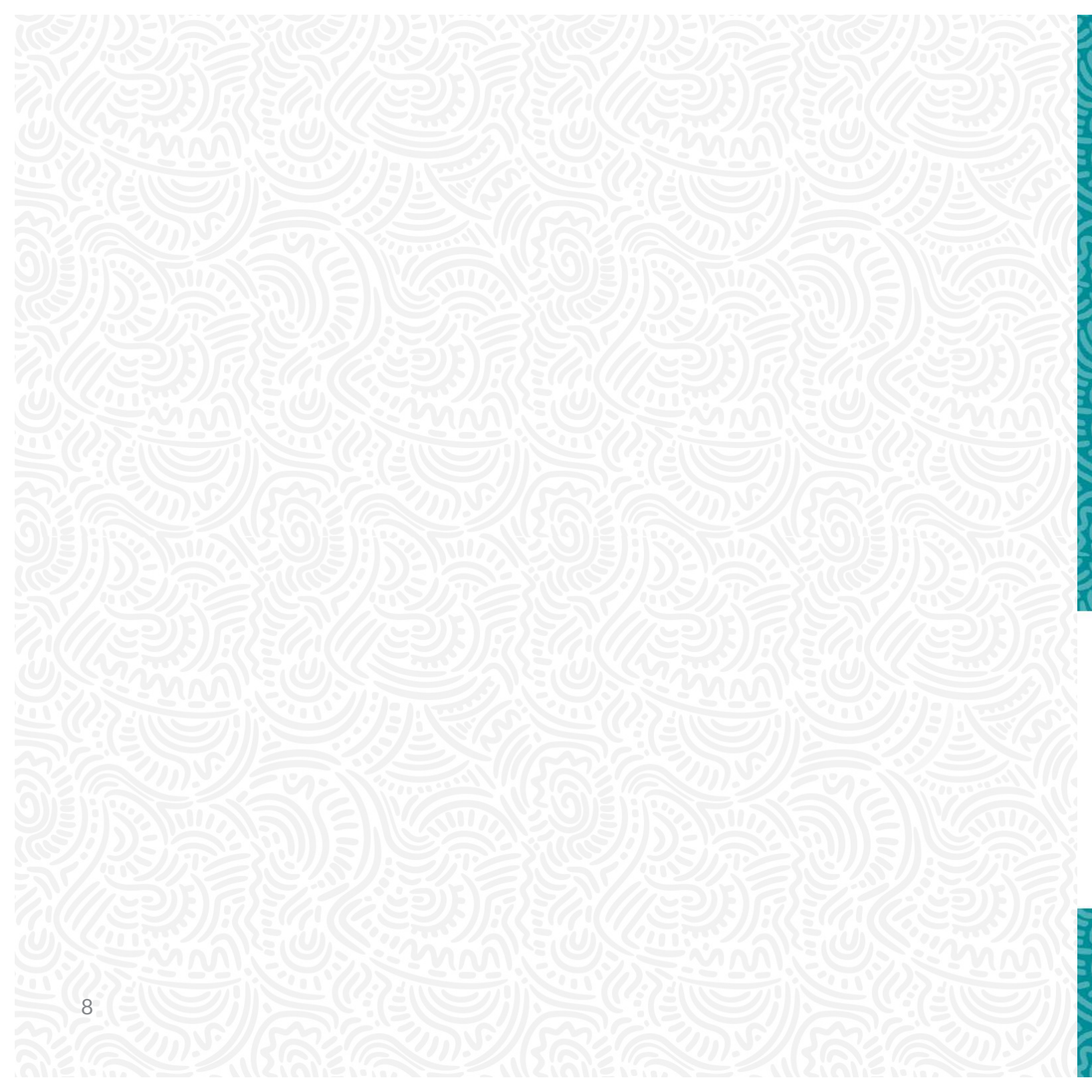
Devrait-on encore passer du temps à démontrer aujourd'hui qu'on ne peut pas prétendre travailler à créer les conditions pour un avenir meilleur pour nos enfants, pour les prochaines générations, pour nos

communautés, sans s'intéresser à la condition de la moitié au moins des populations de chacun des pays de la région ?

Devrait-on encore aujourd'hui argumenter en faveur de la stricte égalité des droits entre les hommes et les femmes basée sur notre égale humanité, notre égale condition humaine ?

Pour WATHI, le débat sur le « pourquoi » est dépassé. Celui qui nous occupe, c'est celui du « comment ». Comment on fait bouger les décideurs, mais aussi les sociétés ouest-africaines plus vite dans le sens de l'élimination des inégalités de genre ? Les propos proposés dans ce document sont ceux de femmes sénégalaises, mais les réalités décrites et les pistes suggérées sont très largement pertinentes pour tous les pays de la région et même du continent africain. Nous croyons à une démocratie ancrée dans le débat public informé sur toutes les questions cruciales pour notre avenir. Cet avenir devra se construire, nous en sommes convaincus, avec la pleine et égale participation des femmes et des hommes.

Cette série d'entretiens a été réalisée dans le cadre d'un projet financé par l'Agence espagnole pour la coopération internationale et le développement (AECID). Nous remercions le gouvernement espagnol pour ce premier partenariat fructueux avec WATHI. Nous remercions vivement toutes les femmes dont vous découvrirez les visages et les convictions dans les prochaines pages pour le temps précieux qu'elles nous ont accordé. Nous resterons à leur côté pour construire le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest que nous voulons.





Participation politique des femmes au niveau local



Dr. Hatima Diallo

Titulaire d'un Master recherche en sociologie et d'un Doctorat en psychologie sociale, Halima Diallo est chargée de cours dans des universités sénégalaises et chercheuse associée au Laboratoire Genre de l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN). Elle travaille sur le leadership politique des femmes africaines.



“ On se rend compte que la loi sur la parité n'est utile que si elle permet d'accéder à une transformation positive de la société. Tel n'est toujours pas le cas. On se rend compte qu'avec la loi, on n'arrive pas à discuter des rapports inégaux de genre et aussi qu'avec cette loi, la conception du pouvoir est toujours versée au registre du masculin. On aurait dû en fait pouvoir faire changer les choses. Les femmes sont toujours dans une posture de secondes. Elles sont discrètes, elles sont hésitantes, elles sont effacées.”



Amayel Diop

Juriste de formation, enseignante chercheuse à la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, Amayel Diop est militante des droits humains. Elle est aussi membre de la convergence des femmes universitaires pour le leadership féminin.



“ Il faut que les femmes sachent tout simplement le poids qu’elles ont. Il ne faut pas qu’elles se disent : je suis une femme, je vais me cantonner aux rôles secondaires que m’attribue la société. Oui, nous sommes des femmes, nous avons des responsabilités à la maison, nous sommes des épouses, nous sommes des mamans. Mais nous sommes aussi des agents sociaux. On doit avoir un impact sur la vie de notre société.”



Daba Ndione Bèye

Sociologue de formation, diplômée de l'Université Gaston Berger de Saint Louis, Daba Ndione Bèye a une expérience de plus d'une dizaine d'années sur les questions de genre et de droits des femmes. Elle a acquis cette expérience dans plusieurs organisations telles que ONU Femmes, Helen Keller international et l'Institut Panos.



“ Je pense qu’il y a un travail à faire à différents niveaux pour qu’une femme, quel que soit le temps dont elle dispose, puisse se consacrer aux activités professionnelles, aux activités familiales, mais également aux activités communautaires dans lesquelles elle s’est engagée.”



Mame Fanta Diallo

Sociologue de formation, Fanta Diallo a plus de 10 ans d'expérience au niveau des collectivités locales. De 2009 à 2014, elle a été maire adjointe de la commune de Fann Amitié Point E. Elle est présidente de Jeader, un "Do Tank" dédié aux jeunes entrepreneurs africains œuvrant pour le développement économique régional.



“ C’est une réalité au niveau local, les femmes ont un impact et elles font entendre leur voix. Elles n’ont peut-être pas cherché à une certaine époque à être présentes dans les instances de prise de décision, à savoir en particulier les collectivités. Mais la loi sur la parité leur a permis aujourd’hui de porter leur voix à ce niveau. La parité a réglé un problème, c’est celui du nombre, de la représentativité. Mais aujourd’hui, avoir un réel impact sur le fonctionnement du conseil municipal, sur les décisions du maire, c’est un autre combat. On n’a pas encore réussi à le gagner.”



Rokhiatou Gassama

Diplômée en sciences de l'éducation, Madame Gassama capitalise 25 années d'expérience sur les questions relatives au genre, aux droits des femmes, à la participation politique, aux violences basées sur le genre et à l'observation électorale. Elle est la présidente nationale du Conseil sénégalais des femmes (COSEF).



“ La première action, c’est la formation. Au niveau local, on a beaucoup de femmes analphabètes. Pour comprendre leurs missions, elles sont obligées parfois d’appeler leurs enfants, qui ne comprennent pas forcément les documents du conseil. Selon moi, la première, la deuxième et la troisième recommandation, c’est toujours le renforcement des capacités.”



Ndioro Ndiaye

Elle est nommée ministre du Développement social en 1988. En 1990, elle devient ministre déléguée auprès du Président de la République chargée de la Condition de la Femme et de l'Enfant. En 1993, elle est nommée ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Ancienne directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), elle est aujourd'hui Présidente de l'Alliance pour la migration, le leadership et le développement.



“ On doit aller vers une réforme des lois en faveur des femmes. J’ai beaucoup d’espoir pour la jeunesse et pour les femmes jeunes qui sont actives. Il faut avoir le courage d’abord, ensuite la capacité et être absolument volontariste pour rouvrir les textes. Il faut les rouvrir et construire de nouveau à la faveur d’une analyse comparative pour arriver à faire répondre au corps des textes les attentes actuelles de la société féminine sénégalaise. On pourrait le faire si le ministère de la Femme en particulier, accompagné de la société civile qui travaille dans ce domaine, voulait bien impulser quelque chose, que le chef de l’État les écoute également. Il faudra aussi convaincre la communauté sénégalaise à adhérer à ces nouvelles réformes.”



Ngoné Ndoye

Madame Ngoné Ndoye a toujours été très engagée politiquement, ce qui lui a valu les fonctions de maire de Rufisque Est de 2002 à 2009, de sénatrice présidente de la commission Action sociale, population et santé et de ministre en charge des Sénégalais de l'extérieur. Elle a été la présidente de la Commission des femmes élues locales du Sénégal et d'Afrique de l'Ouest et vice-présidente de l'Association des maires du Sénégal pendant sept ans.



“ Il faut que les femmes puissent montrer que ce n'est pas une ascension sociale qu'elles cherchent, mais être à côté des populations, qu'elles veulent rester juste la maman qu'elles ont toujours été. Que les femmes ne changent pas. Ce n'est pas la peine de changer son foulard, ce n'est pas la peine de changer sa robe. Ce n'est pas la peine de changer son aspect, si ce n'est pour plus d'humilité vis-à-vis de ceux que vous aspirez à gouverner.”



Adja Absa Laye Souaré

Adja Absa Laye est dans le milieu de la politique depuis 1986 dans la zone nord de la région de Thiès. Elle a milité pour le Parti socialiste, avant de rejoindre en 2000, le Parti démocratique sénégalais. Adja Absa Laye est désormais membre du parti "Rewmi" et conseillère municipale à Thiès.



“ Nous en tant que femmes n'accepterons pas d'être utilisées seulement pour la mobilisation. Nous ne sommes peut-être pas instruites, mais nous faisons preuve de beaucoup d'abnégation et nous savons qui nous sommes, avec beaucoup d'expérience sur le terrain politique.”



Fatou Seck Ngom

Elle est responsable politique au parti « Alliance pour la République » depuis 2009 et directrice de l'école privée Alioune Badara Seck à Yeumbeul Nord.



“ Il faudrait mieux accompagner les femmes actrices de développement au niveau local. Il y a dans toutes les localités du Sénégal des dames de fer, qui font de leur mieux et qui avec un peu plus d’accompagnement pourront réaliser des choses extraordinaires pour leurs localités. Il faut les identifier et les soutenir.”

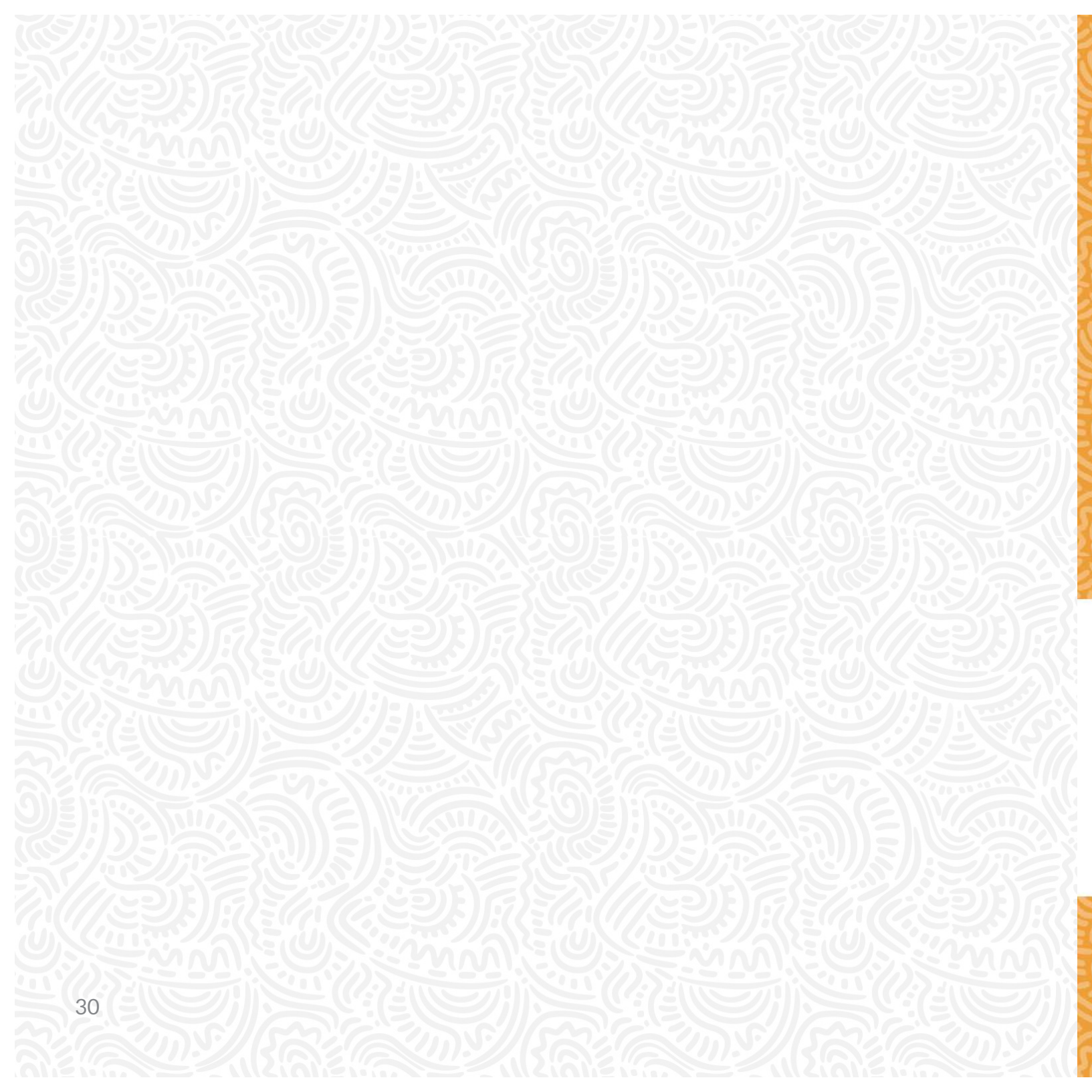


Penda Ndiaye Cissé

Madame Penda Ndiaye Cissé est conseillère technique du Président de l'Assemblée nationale et élue de la ville de Dakar et de la commune de Yoff. Juriste de profession et coordinatrice de projet, elle s'occupe de tout ce qui est gestion de projet et partenariats à l'Assemblée nationale.



“ Les partis aussi doivent investir les femmes. Si les femmes sont investies, que les partis les accompagnent pour qu'elles puissent faire une bonne campagne et qu'elles puissent accéder à des postes de décision. Et même si elles ne sont pas maires, qu'elles occupent au moins la position de 1ère adjointe. Quand un homme est maire, il faut systématiquement que le premier adjoint soit une femme. C'est aussi un combat que nous menons au niveau de notre parti. En tout cas, c'est ce que nous disons à nos femmes : allez-y, battez-vous, c'est votre droit le plus absolu !”



The background of the slide is a repeating pattern of orange and white geometric shapes, including circles, spirals, and wavy lines, creating a textured, mandala-like effect.

L'accès des femmes aux ressources économiques



Seynabou Dia Sall

Spécialiste en relations publiques, Seynabou Dia Sall possède une connaissance approfondie de la communication des organisations.

Seynabou dirige le cabinet de conseil en relations publiques Global Mind Consulting, qu'elle a créé en 2012. Dès lors, elle se donne comme ambition d'accompagner la communication des entreprises et organisations présentes sur le continent africain. Global Mind Consulting met également l'accent sur le soutien aux jeunes entrepreneurs et les initiatives qui favorisent l'autonomisation des femmes en Afrique.



“ Il faut faire le pari de la valorisation et investir dans la promotion de ces femmes, véritables agents de transformation qui réussissent dans des secteurs extrêmement diversifiés, notamment dans des métiers perçus à tort comme des métiers d'hommes. Il faut encourager ces parcours. Je vois des femmes qui sont dans des domaines aussi stratégiques que l'industrie pharmaceutique ou encore le difficile secteur des mines... Ces femmes doivent gagner en visibilité, prendre la parole et témoigner pour partager les parcours, les obstacles et les difficultés et la manière dont elles sont parvenues à les surmonter.”



Ndeye Thiaw

Ndeye Thiaw est une des quatre co-fondateurs de Bright More Capital, un fonds d'investissement basé en Afrique de l'Ouest. Après l'obtention de son baccalauréat au Sénégal, elle poursuit ses études universitaires aux États-Unis, où elle obtient un Master en Finance et entrepreneuriat suivi d'un MBA en Finance. Elle travaille à la Banque mondiale pendant 8 ans.



“ Les banques aujourd’hui ont du mal à sortir les données de manière désagrégée entre les demandes de financement pour les femmes, les demandes de financement pour les hommes et les besoins de financement.

Cela fait qu’il n’y a pas une approche adaptée au financement des femmes. Il n’y a pas de création de produits financiers innovants. Seules les institutions de microfinance font un peu ce travail. Mais je pense aussi que les banques peuvent faire plus en essayant de faire un peu plus d’efforts pour intégrer le genre dans leurs opérations et donc adopter une politique de crédit beaucoup plus adaptée au financement des petites et moyennes entreprises dirigées par les femmes.”



Mafoudia Gamara

Mafoudia est sortie d'une école de commerce avec un BTS en Action commerciale-management des organisations commerciales et un MBA en Marketing et management des industries de luxe. Elle a fait une grande partie de sa carrière dans la vente pour des industries de luxe. Très active pour l'accompagnement des femmes entrepreneures, elle est devenue business coach en entrepreneuriat à travers un groupe qu'elle anime sur Facebook.



“ La plupart du temps, les difficultés des femmes pour mener un projet d’entrepreneuriat se retrouvent dans leur cocon familial. D’ailleurs, lors d’un de mes coachings que j’appelle « diagnostic projet », les premières questions portent sur l’entrepreneur lui-même.

Je vous donne un exemple : imaginons que j’ai à coacher une femme qui subit des violences conjugales. Si je ne décèle pas qu’elle a des soucis dans son couple, je peux lui parler de toutes sortes de projets, elle peut recevoir tous les financements nécessaires, mais le projet n’ira nulle part parce que tous les deux ou trois jours ou une fois par mois, elle subit les violences de son époux.”



Fatou Binetou Sarr

Fatou Binetou Sarr a suivi une formation en marketing et communication, après des études en stylisme et modélisme à l'École des arts. Elle fait du modeling et gère une activité de vente d'articles faits main, via sa page (Zahra'fric) sur le réseau social Instagram.



“ Il faut faciliter l'accès aux financements, il y a des organisations qui financent des jeunes et femmes entrepreneurs, mais il est difficile d'y accéder. Pour les femmes qui n'ont pas eu l'opportunité de faire des études poussées, ce n'est pas du tout facile de suivre toutes ces procédures. Il faut donc simplifier les procédures pour que le maximum de personnes puissent bénéficier des fonds disponibles.”



Fatoumata Niang Niox

Après une formation en management et relations publiques, Fatoumata Niang Niox a beaucoup travaillé à l'étranger avant de rentrer au Sénégal pour mettre ses compétences au service du développement de sa nation. Elle est aussi la directrice exécutive de Jokkolabs Dakar, où elle a construit une forte communauté Jokkolabs au Sénégal, et un réseau solide d'innovateurs dans le domaine de l'entrepreneuriat à travers divers programmes, événements et projets.



“ Nous savons que sans la femme, le pays n’avancera pas économiquement. Les foyers ne pourraient pas subvenir à leurs besoins. Donc, il faut vraiment qu’on donne beaucoup plus d’indépendance financière à la femme. Cette indépendance financière lui permet aussi de créer de la valeur, de mettre en place des projets à fort impact. Parce qu’en fait, une femme qui entreprend ne le fait pas pour la gloire. Souvent, elle entreprend pour répondre à un besoin qui est concret. On le voit dans les activités que les femmes font et on le voit notamment dans le secteur informel qui représente 80% du marché des femmes.”



Seynabou Thiam

Seynabou Thiam est la fondatrice de Smart Ecosystem for Women, une agence spécialisée dans l'accompagnement des femmes entrepreneures au Sénégal et en Afrique. Elle accompagne aussi des structures dans l'implémentation et le développement de stratégies pour des programmes dédiés aux financements des femmes.



“ Le premier obstacle des femmes, ce sont d’abord les femmes elles-mêmes. Il y a réellement un gros travail en termes de renforcement des compétences humaines. Il faut aussi de la proactivité, la confiance en soi, la capacité à saisir les opportunités. Je pense que ce manque de compétence est le premier défi auquel les femmes sont confrontées.

C’est vraiment à l’échelle africaine. Les femmes ne vont pas, par exemple, voir une opportunité et la saisir tout de suite. Elles vont se poser un tas de questions par rapport à leurs chances d’être retenues. Vous ne serez certainement pas retenues si vous ne tentez pas votre chance.”



Fatou Sow Ndiaye

Fatou Sow Ndiaye est très impliquée dans le travail sur le genre et le développement, la communication à la base et les technologies de l'information et de la communication, l'agriculture durable, la gestion et l'analyse de l'information. Elle est la coordonnatrice du Réseau national des femmes rurales du Sénégal (RNFRS).



“ Une certaine interprétation religieuse laissait penser que la femme n’avait pas droit à la terre. Une de nos recherches a démontré que les religions musulmane et chrétienne facilitaient l’accès de la femme aux ressources.

Cette interprétation en défaveur des femmes, qui sont souvent sous tutelle soit de leurs pères, soit de leurs époux ou même de leurs frères, et les réalités socioculturelles font que dans les zones rurales la femme est reléguée au second plan quand il s’agit de posséder des ressources, notamment foncières.

Il faut quand même, à la base, dans les communautés, dans les foyers, sensibiliser, créer des alliances, donc renforcer le plaidoyer et la communication au niveau local. C’est dans ce sens que la femme rurale sera mieux informée, mieux outillée dans le cadre de l’alphabétisation même foncière.”



Nicole Gakou

Nicole Gakou est chef d'entreprise et codirige la Société africaine de travaux et la structure de Conseil Bs Consulting. Elle est à la tête d'une maison d'édition de jeunesse, les Éditions Kalaama. Elle est aussi consultante internationale. Elle est la présidente de l'Union des femmes chefs d'entreprise du Sénégal (UFCE) depuis 2007.



“ Quand on parle d'économie, il s'agit de créer de la richesse.

Lorsqu'on donne à une femme 100.000 francs pour qu'elle lutte contre sa pauvreté, oui elle va lutter au quotidien à créer quelque chose pour manger à midi pour les enfants, c'est pour les besoins immédiats.

Mais maintenant, mettons en place des financements conséquents pour permettre à une femme, lorsqu'elle a une idée de projet qui est porteuse, innovante, qui est rentable, qu'elle puisse émerger, créer des emplois décents et créer de la richesse sur le long terme. C'est ce qui va avoir de l'impact sur nos économies. ”



Yaye Anta Mbengue Samba

Yaye Anta a suivi une formation en droit des affaires et gestion de projets à l'Institut supérieur de management de Dakar. Elle a eu à travailler avec le Fonds d'aide et de développement de la ville de Dakar. Elle accompagne désormais des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de leurs projets. Elle est également entrepreneure.



“ Tout projet qui peut créer des profits sur le long terme, le moyen ou même le court terme, est un bon projet. Il ne faudrait pas que les structures de financement se limitent juste au fait qu’il faut faire tourner la structure. Il faudrait aussi qu’elles pensent à mettre en place un accompagnement continu sur l’élaboration du projet jusqu’à son aboutissement.

Les structures ont tendance à rejeter de facto un dossier lorsqu’il est déposé, sans prendre le temps d’écouter le ou la porteuse du projet.”



Madji Sock

Madji Sock est engagée dans plusieurs projets visant à évaluer l'impact de la crise du COVID-19 sur les femmes. Madji a récemment soutenu la Banque africaine de développement dans le cadre de sa stratégie en matière de genre. Cofondatrice du Women's Investment Club au Sénégal, qui a pour objectif de s'attaquer aux contraintes auxquelles les femmes sénégalaises sont confrontées en matière d'accès au financement, et de promouvoir l'investissement des femmes dans les entreprises.



“ Pour adapter les mécanismes de financement aux besoins des femmes, il faut beaucoup de flexibilité. Pas simplement se dire qu'on va faire de la microfinance et attribuer aux femmes des montants assez petits. Même si la microfinance a permis à beaucoup de femmes de se lancer et de subvenir à certains besoins au niveau de leurs affaires, il faut des montants plus élevés. Il ne faut pas mettre les femmes dans une boîte où elles ont juste besoin de la micro-entreprise ou du commerce pour acheter et revendre.”



Perception de la place des femmes dans la société : le rôle des médias



Faty Dieng

Faty Dieng est journaliste à TFM (Télévision Futurs Médias) depuis 2011. En 2019, elle publie son premier roman intitulé Chambre 7".



“ Il faut qu'on revoie tous les programmes pour que toutes les femmes, surtout rurales, puissent être au-devant de la scène. Il faut dresser des portraits de femmes exemplaires, nous faire découvrir ces profils de femmes qui sont des références parce qu'elles ont beaucoup apporté à notre pays dans tous les domaines.

Quand on montre ces femmes qui ont réussi, ces femmes qui ont eu un parcours exceptionnel, parfois difficile, quasi impossible, cela peut servir d'exemple, de référence à toutes ces personnes qui regardent. Donc c'est quelque chose qui serait bénéfique pour toute la population, pas uniquement pour les femmes.”



Cécile Diatta Senghor

Cécile Diatta Senghor travaille pour le Centre d'étude et de coopération internationale en tant spécialiste en droits des femmes et plaidoyer pour le projet Voix et Leadership des femmes au Sénégal.



“ Influencer les contenus des médias passe nécessairement par la production et la diffusion de contenus innovants. Il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes choses, toujours les mêmes émissions de cuisine, les mêmes émissions sur comment prendre soin de son mari, etc.

Ce sont elles mêmes, les femmes, qui doivent aller vers les médias avec un discours de rupture, avec des discours pour repositionner la femme dans l'espace public de manière beaucoup plus positive.

Je pense que des initiatives comme la création de réseaux de journalistes sur les questions de genre ou un réseau de journalistes sur tout ce qui concerne les droits des femmes, doivent être encouragées. Il faut également former les journalistes et les patrons de presse.”



Sofia Ba

Sofia Ba est une jeune journaliste, femme de médias et entrepreneure sénégalaise.



“ Même sans le vouloir, la façon dont on traite les sujets féminins dans notre société, dans les médias, est influencée par les croyances et les pesanteurs sociales qui sont toujours présentes.

On a tendance à être partisan dans notre manière de traiter l'information relative aux femmes. Mais de plus en plus, il y a des femmes qui sont présentes dans les rédactions et qui osent dire : « écoutez, la femme, ce n'est pas seulement cet angle, c'est plusieurs choses. C'est plus complexe qu'on ne le pense. ”



Maimouna Astou Yade

Féministe activiste, elle est à la tête de Jguen Women Global Entrepreneurship, une organisation féministe qui œuvre pour le respect des droits des femmes et des filles, principalement pour l'élimination des violences basées sur le genre et la promotion de l'autonomisation économique des femmes.



“ Les médias en interne ont des défis en matière de sensibilité au genre. Aujourd’hui, s’il y a une vérité qui est partagée par tous, c’est que la façon dont les médias traitent les questions de violences faites aux femmes est en elle-même une violence envers les femmes. Nous avons réalisé en tant que féministe et organisation de femmes, qu’il y a un travail d’accompagnement et de capacitation à faire pour les médias afin d’avoir une dynamique collaborative.”



Jessica Gomez

Jessica est actrice. Elle a été révélée au petit écran à travers le rôle de Dalanda qu'elle a interprété pour la série « Maitresse d'un homme marié ». Dans cette série, Dalanda est une jeune avocate, une mère de famille qui déconstruit les stéréotypes de genre autour du rôle des femmes dans les foyers.



“ Qu’on le veuille ou non, la société a évolué et la femme de manière générale aussi. Je me suis dit qu’il fallait que j’interprète ce rôle parce que c’était le rôle d’une femme forte, une femme qui essayait de trouver son équilibre dans une société où il est compliqué pour la femme de faire avec tout ce qu’on attend d’elle tout en continuant à poursuivre ses ambitions. Je pense qu’il faut davantage montrer ces femmes fortes et indépendantes.”



Ndéye Fatou Toukara

Féministe et activiste, Ndéye Fatou est formatrice en activisme artistique et Présidente de l'Association Genji Hip Hop qui regroupe des femmes artistes - activistes qui évoluent dans le Hip Hop et les cultures urbaines.



“ On a beaucoup de journalistes femmes qu'on retrouve surtout dans les rubriques de divertissement, culture, people, etc. Je ne dis pas que ce n'est pas intéressant, mais je me dis que cela aurait été beaucoup intéressant pour la quête d'égalité si ces femmes journalistes amenaient le débat sur les plateaux. Qu'elles portent le combat et qu'elles en parlent.”



Fatoumata Loum Ndiaye

Journaliste, responsable vidéo à l'Agence de presse africaine (APA News), Fatoumata Loum Ndiaye a été formée dans une école de communication avant d'être plongée directement, après sa formation, dans une rédaction de journal où elle a acquis ses premières expériences.



“ À un moment, les femmes des médias doivent arrêter de parler chiffons. Il y a des débats plus importants qui méritent d’être portés par les femmes des médias. On a l’impression qu’elles ont été conditionnées pour ne pas parler de sujets plus importants. Heureusement que la tendance est en train d’être renversée et que certaines prennent de plus en plus le pouvoir, elles s’assument et se rendent compte du pouvoir qu’elles ont.”



Khardiata Niang Sy

Journaliste à la 2Stv depuis fin 2016, Khardiata est chargée des questions culturelles à la télévision.



“ Les médias font l’effort d’avoir des programmes pour mettre en avant des femmes leaders.

Maintenant, il faudrait renforcer cela, qu’on ne retrouve pas ces programmes qu’une fois par mois, mais de façon plus régulière.

Les médias doivent davantage aller vers ces contenus, et moins mettre les femmes en avant dans des émissions folkloriques où sont mis en exergue seulement leurs atouts physiques ou leurs rôles sociaux d’épouses, de mères, etc.”



Nina Penda Faye

Journaliste de formation, elle cumule 13 années d'expérience en radio et depuis 2013 elle s'est spécialisée dans différentes thématiques en télévision, dont le genre. Elle a présenté pendant 8 ans l'émission « Femmes africaines modernes » sur la 2Stv.



“ Nous sommes une société en construction et dans une société en construction, dans un Sénégal où aujourd'hui, les violences basées sur le genre sont un fait quotidien ; les femmes sont victimes de viols, de féminicides, victimes de violences physiques, morales, verbales, on ne peut pas, dans nos programmes de télévision ou de radio, aller davantage dans le folklore et dans le divertissement quand il s'agit des sujets qui les concernent.”



Fatoumata Sada Kane

Fatoumata est diplômée d'une licence en langues étrangères appliquées aux techniques de gestion et au commerce. Elle est très suivie sur les réseaux sociaux et met à contribution sa communauté pour défendre la cause des femmes.



“ Les femmes sont réticentes à s’exprimer en public. Quand les femmes parlent, elles ont l’impression de ne pas être prises au sérieux. Dans un débat de trois minutes par exemple, une femme qui parle en présence d’hommes sera coupé 2 ou 3 fois en moyenne, alors que quand il s’agit d’un homme, c’est une fois. Ce sont de petites choses qui font qu’elles sont frustrées, se sentent oppressées, ont l’impression que leur combat est décrédibilisé et, au final, elles choisissent juste de ne plus communiquer. Ce qui est dommage.”

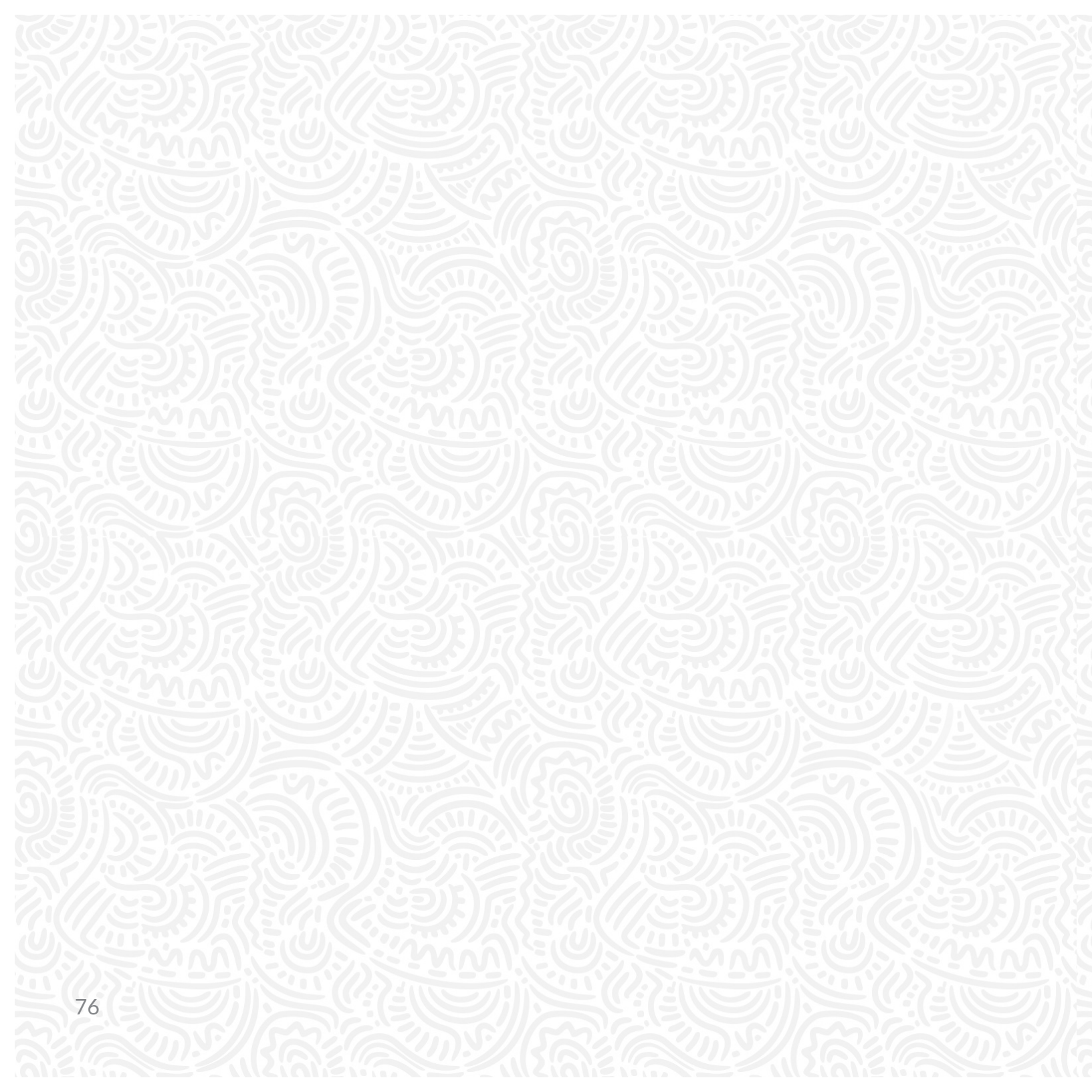


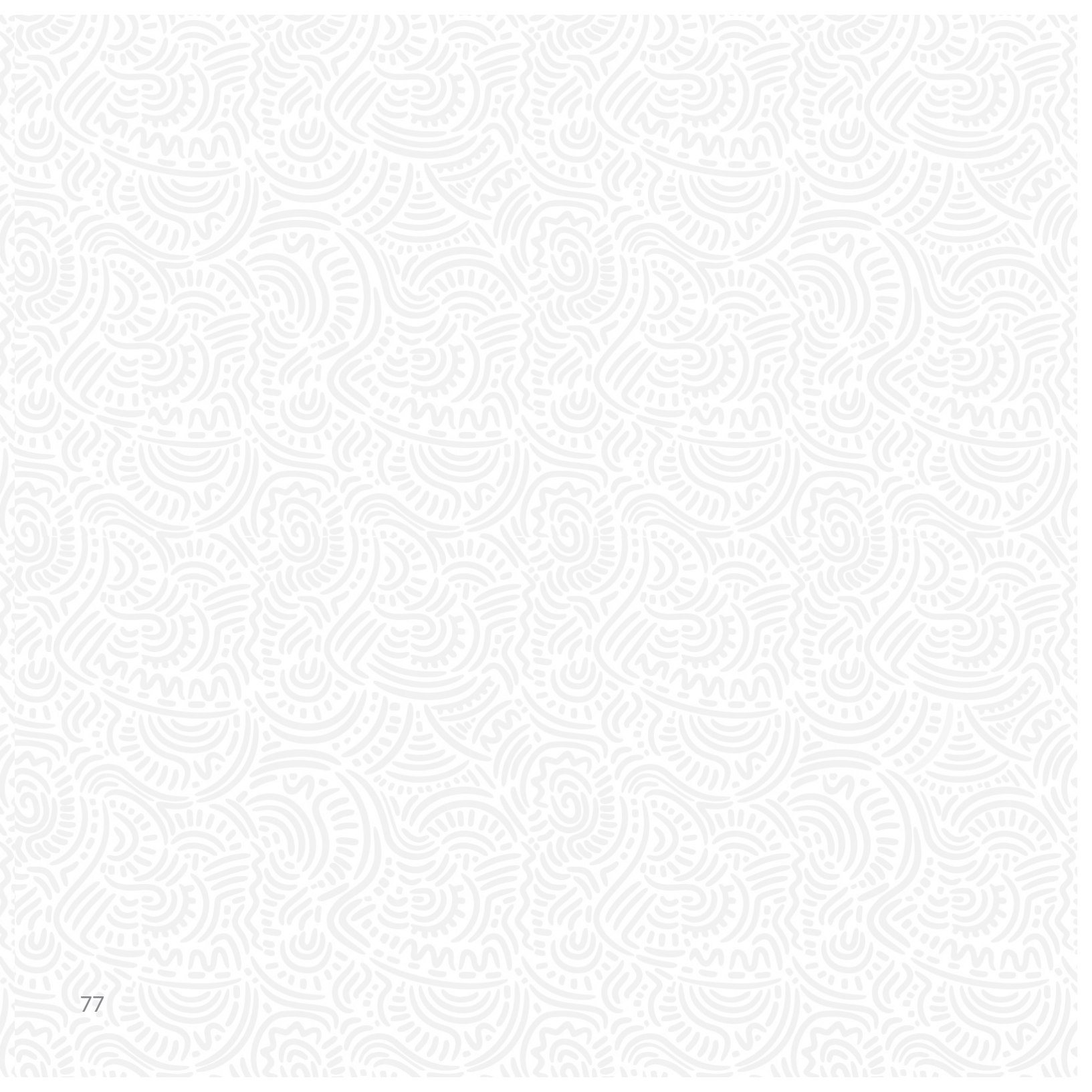
Awa Faly Ba

Titulaire d'un troisième cycle en Relations internationales, option coopération du développement et d'une Maîtrise en Sociolinguistique, sciences du langage, Awa Faly Ba a travaillé dans la société civile, pour des organisations à la base. Elle est directrice de Plan International au Togo.



“ Dans le combat pour une égalité de genre au Sénégal, il y a un élément qui n'est pas suffisamment pris en compte : le fait que les femmes ne soient pas une « masse uniforme ». Il y a une énorme diversité de femmes. Quand on dit « les femmes sénégalaises », il y a une énorme diversité, une diversité des besoins et une diversité des réalités. Il y a une différence entre les femmes rurales, les femmes urbaines et une différence entre les générations. On a énormément de femmes, de jeunes femmes adolescentes, qui constituent aujourd'hui la majorité et qui ne sont même pas dans les dynamiques de prise de décision. Notre premier défi est de pouvoir se poser les vraies questions et avoir un regard qui distingue au milieu de ce mot « femme » toute la diversité de femmes et toute la diversité au niveau des besoins.”







Marième Cissé

Chargée de recherche et de projet à WATHI

Il est temps de supprimer les entraves à l'épanouissement des filles et des femmes

Être une jeune femme aujourd'hui, c'est se heurter à plusieurs obstacles à tous les niveaux de la vie : pour prétendre à une éducation de qualité, pour obtenir un emploi décent, pour se sentir en sécurité, pour avoir une passion et s'y consacrer... Pour simplement s'épanouir comme on le souhaite, selon ses aspirations.

Tout semble être fait pour rappeler aux jeunes filles qu'« elles ne sont que des filles » qui ne doivent pas prétendre à plus que ce que la société, imprégnée d'inégalités, ne veut bien leur concéder.

Pourtant, il ne fait aucun doute que la promotion d'une meilleure condition des filles et des femmes est une exigence fondamentale pour nos sociétés humaines.

Comme nous l'avons recommandé à WATHI, en conclusion de notre initiative sur le bien être des femmes et des filles dans le débat politique en 2019 au Sénégal, il est nécessaire de faire de la réduction rapide et significative des inégalités de genre une priorité portée par la plus haute autorité politique, le président de la République.

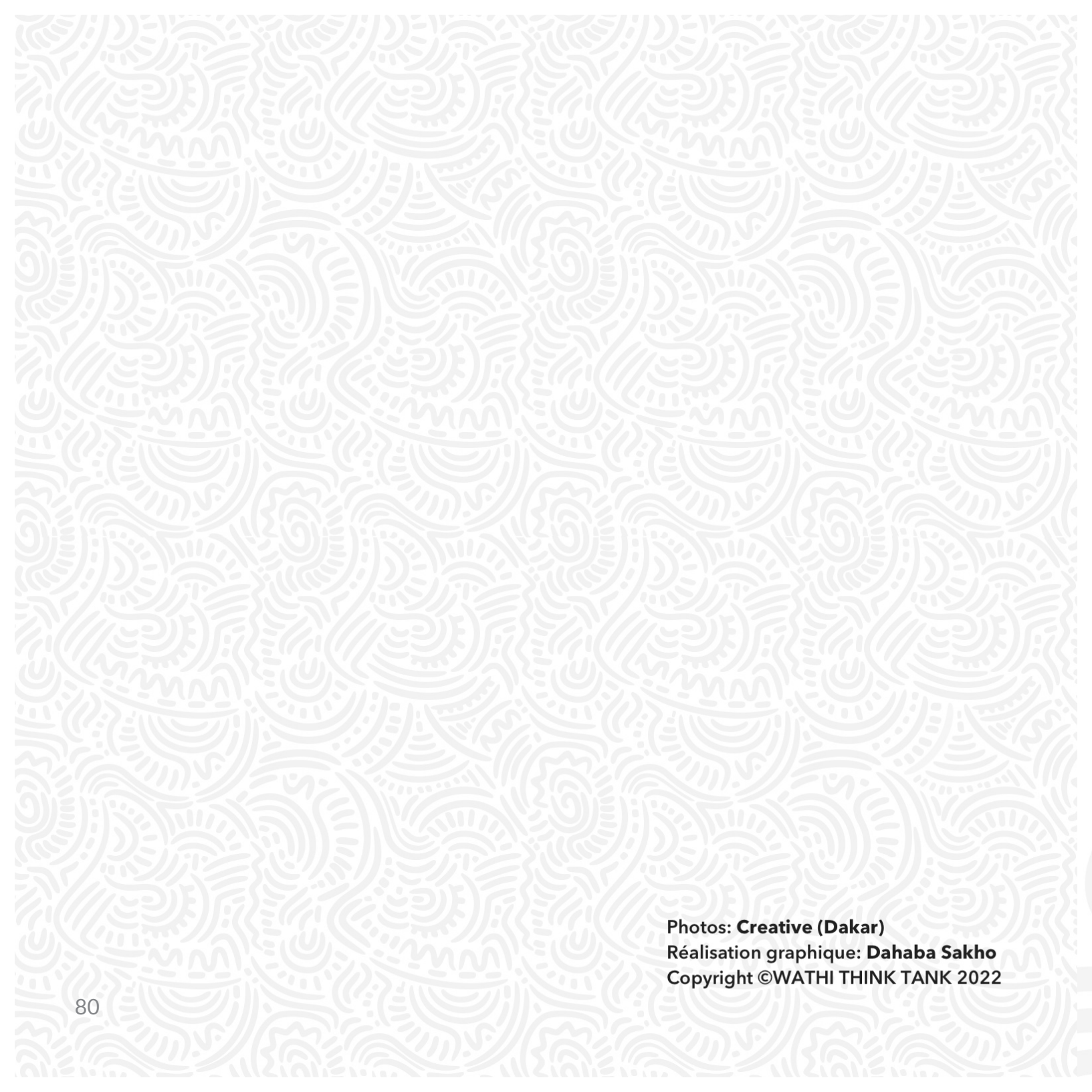
Cela doit se traduire par une large conscientisation et une réflexion collective sereine sur les conséquences de ces inégalités pour les femmes, les jeunes filles et pour l'ensemble de la société.

Nous espérons, à travers nos initiatives et aux côtés de nombreuses autres organisations de la société civile, contribuer fortement aux efforts pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes filles et des femmes et la revalorisation de leur rôle déterminant dans la société.

Nous restons convaincus que celle-ci ne libèrera pleinement son potentiel que si les entraves à l'épanouissement des filles et des femmes, qui représentent plus de la moitié de la population, sont levées.

À l'évidence les femmes dont j'ai eu le privilège de recueillir les propos tout au long de l'année 2021 incarnent cette passion d'agir au bénéfice des femmes et des filles qui ont eu beaucoup moins de chances de choisir leur parcours de vie. Elles donnent ainsi à beaucoup d'autres le courage et la détermination d'en faire de même.

Merci et bravo à elles ! Chacun de ces entretiens a été un précieux moment d'enrichissement.



Photos: **Creative (Dakar)**
Réalisation graphique: **Dahaba Sakho**
Copyright ©WATHI THINK TANK 2022

Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.





www.wathi.org

beninpolitique.org · ivoirepolitique.org · guineepolitique.org
senegalpolitique.org · togopolitique.org · etatdedroitafrique.org

En partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer

Pour soutenir WATHI Rendez-vous sur le site :
<http://www.wathi.org/soutenir> | donate@wathi.org



facebook.com/wathi.org



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://in.linkedin.com/company/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.instagram.com/wathi-think-tank)



+221 33 820 53 48



infowathi@wathi.org